



Total rêve d'une fin de conflit à Grandpuits, ce n'est qu'un premier round !

Le 12 Février 2021

Avec 40 jours de grève contre la suppression de 700 emplois sur la raffinerie Total Grandpuits/Gargenville, c'est un véritable bras de fer que nous avons engagé contre le géant du CAC 40. Comme depuis le début, la position de notre syndicat est claire : nous refusons d'accepter les suppressions d'emplois, d'autant plus que Total vient d'annoncer le versement de 4 milliards de dividendes aux actionnaires. Mais nous sommes face à une direction jusqu'au-boutiste et hypocrite qui refuse d'entendre les revendications des grévistes et qui, sous le prétexte de "transition écologique", est déterminée à supprimer 700 emplois à Grandpuits, menaçant d'un véritable massacre social sur le bassin d'emploi de la Seine-et-Marne.

Comme nous l'avons défendu depuis le début à la CGT, la grève à Grandpuits appartient aux grévistes, syndiqués et non-syndiqués. Notre grève a été forte parce que ce sont les grévistes qui ont décidé de chaque reconduction, de chaque action, avec une détermination remarquable. Ce sont les grévistes qui donnaient mandat aux organisations syndicales sur les pas à suivre. Une Assemblée Générale souveraine, un comité de grève avec des délégués de ligne élus et révocables, ont ainsi porté le combat et assumé cette bataille face à Total.

Ce jeudi 11 février a eu lieu une Assemblée Générale d'une énorme importance puisque nous sommes arrivés à la fin de la procédure du PSE. Malgré les avertissements et les exigences de notre organisation syndicale et des grévistes, la direction refuse globalement de répondre à nos revendications sur l'emploi. Au dernier CSE local, la direction a déclaré sous procès-verbal qu'elle allait rajouter 13 postes pérennes à l'organigramme, sans pour autant clarifier si cela correspond à des postes en CDI ni dans quel service précisément. Ce refus de répondre à nos revendications sur l'emploi est pour nous inacceptable, alors même que l'organisation du travail proposée dans le cadre de la reconversion de l'usine comporte des manquements importants en termes de postes. Ceux-ci pourraient engendrer non seulement des risques psychosociaux considérables pour les travailleurs de la future usine, mais aussi des risques en termes de sécurité pour les salariés, l'environnement et les populations aux alentours du site.